

Sud

Solidaires, unitaires, démocratiques

RENAULT

GUYANCOURT – AUBEVOYE

1 AVENUE DU GOLF 78288 GUYANCOURT CEDEX
API : FR TCR LOG 0 23

TCR : ☎ 01 76 83 22 93 📠 06 82 55 83 16 📠 01 76 89 12 36
CTA : ☎ 01 76 87 63 09 📠 06 04 18 63 89 📠 01 76 89 02 85
sud.guyancourt@renault.com sud.aubevoye@renault.com
sud.tcr@orange.fr renault@solidaires.org
www.sudrenault.org cta.sud@orange.fr

Union
syndicale

Solidaires

industrie

Tract N°10 Mars 2013

Carlos Ghosn et ses fidèles lieutenants !



Ces trois syndicalistes ont eu l'extrême honneur de signer un accord avec leur maître C. Ghosn... On comprend leur bonheur même si ce privilège va entraîner :

- La suppression au mieux, de 7 500 emplois si l'hypothèse d'embauches de 760 salariés se réalise réellement d'ici 2016. A cette même date le volume de fabrication devrait être proche de celui de 2008, mais avec environ 10 000 salariés en moins,
- L'augmentation de 6,5% du temps de travail en production et le blocage de nos jours de congés en Ingénierie,
- La suppression de 4 jours capitalisables de congé formation,
- La programmation d'une nouvelle perte du pouvoir d'achat, sur au moins un an mais probablement sur trois ans par un gel des salaires en dessous de l'inflation,
- Une flexibilité accrue.

Autant de dispositions pour confirmer les volumes de fabrication déjà attribués en 2011 pour chacun des établissements et pour lesquels, des investissements ont déjà été engagés, financés en internes et aussi par des fonds publics.

Cet accord conforte une stratégie industrielle, sociale et commerciale basée sur la rentabilité financière à court terme, répondant ainsi à la seule exigence des actionnaires.

A quoi servent des syndicats dont le seul rôle consiste à entériner systématiquement ce que propose la direction, quel qu'en soit le coût pour les salariés qu'ils sont censés représenter ?

Les futurs clients de Renault : Des chômeurs et des retraités pauvres ?

Pour exclure la fermeture d'usines en France, **Renault se serait engagé sur une production minimum de 710 000 véhicules d'ici fin 2016** (au lieu de 530 000 en 2012), soit une progression de 33% ! Un engagement auquel croient, dur comme fer, les syndicats signataires. Pour y parvenir, Renault table sur l'apport de 80 000 véhicules venant de partenaires (Nissan ou Daimler) **et une progression de 15% du marché automobile européen, d'ici 2016 !** Sauf qu'il y a une semaine, au salon automobile de Genève, Carlos Ghosn a déclaré **à propos du recul du marché automobile européen :**

« Il n'y aura pas en tout cas de bonne nouvelle sur l'Europe d'ici à 2016 »

Avant d'ajouter, pour rassurer... ses actionnaires (mais pas nous, évidemment) :

« Il n'y a pas d'impact important de la crise sur les véhicules d'entrée de gamme. Notre gamme "Entry" n'est pas affectée. Même si le marché s'effondre, il faut continuer à produire ces véhicules »

Effectivement les voitures gamme "Entry" sur laquelle compte notre PDG, sont précisément les véhicules produits hors de France (Logan, Sandero, Duster...).

Voilà pourquoi l'accord qui a été validé par le CCE prévoit déjà qu'il pourra être remis en cause dès 2014. Au chapitre 12, on y lit :

« Si malgré les efforts de tous, des engagements majeurs ne pouvaient être tenus, un point de la situation sera fait dès 2014 par les parties signataires afin de tirer suffisamment tôt les enseignements positifs et négatifs de l'application de l'accord et d'en tirer les conclusions nécessaires notamment pour ce qui pourrait concerner la réversibilité de telle ou telle disposition. »

Voilà encore pourquoi le journal "**Les Echos**" du 7/03/2013 a pu écrire :

« L'accord de compétitivité sera-t-il suffisant pour tout remettre d'aplomb ? Certainement pas. [...] Le problème de fond reste que les modèles produits dans les usines françaises (Laguna, Clio, Scénic, Espace) se vendent très mal »

Selon les chiffres du chômage publiés début mars, 10,2% de la population active est au chômage, soit 2,9 million de personnes. Et ce chiffre devrait continuer à progresser. **Il bondit même à 25,7% chez les jeunes de moins de 25 ans.** C'est 3,4 points de plus que l'an dernier.

Pour ces derniers cette situation devient insupportable.

C'est pourtant le moment qu'ont choisi les syndicats CFDT, CGC et FO pour signer un "pacte" avec la direction de Renault par lequel ils donnent leur "accord" pour organiser le départ de 8 260 salariés, dont 7 500 ne seront pas remplacés.

En clair, même sans "plan social", c'est au minimum **7 500 nouveaux emplois qui vont être purement et simplement détruits.**

Cette destruction d'emplois permettra à Renault de faire 400 millions d'économies. Mais la même entreprise n'a eu aucun mal à trouver 508 millions d'euros pour les reverser à ses actionnaires, en puisant dans les 1 735 millions d'euros du bénéfice net réalisé en 2012.

En clair, la direction s'engagera bien dans quelques parlotes avec les organisations syndicales pour faire croire qu'elle les écoute, mais elle imposera au final son point de vue.

Alors, préparons-nous à nous faire entendre, lorsque le Comité d'Etablissement va être convoqué pour que la direction y présente l'organisation du travail qui va dégrader nos conditions de travail.